Agir sur le territoire : mise en chiffre

Valérie Colomb
Sciences Po Lyon, ELICO (EA 4147)

Penser et agir sur le territoire suppose une construction discursive, iconique et morphologique de l'espace.

Le terme de *territoire* vient de l'éthologie animale et recouvre l'idée de contrôle, de domination sur un espace. Son transfert vers les sciences sociales voit la notion se charger d'une signification politique. Depuis les années 1970, il a remplacé le terme de *région* communément utilisé jusqu'alors par les géographes. Cette dénomination est, ici, considéré au sens le plus large : un espace qui a été socialisé, où un pouvoir s'exerce et qui supporte des projets, des actions individuelles et collectives.

Le projet sur un territoire va se faire à partir de multiples discours et données notamment quantitatives. Le chiffre formalise des diagnostics, des objectifs à atteindre pour les collectivités et participe du débat public à diverses échelles territoriales. La question posée est : en quoi le chiffre participe à la représentation de l'adaptation des territoires face aux enjeux climatiques ? Dans un premier temps, le chiffre est interrogé comme outil de médiation. Puis la focale porte sur l'usage du chiffre par la presse institutionnelle locale dans le cadre de la rénovation énergétique du logement social.

1 Médiation par le chiffre

1.1 Chiffre comme outil de politique territoriale

En 1751, Diderot dans son article sur l'« Arithmétique politique », pense le chiffre comme un outil de gouvernement et d'administration du pays, comme le chevalier Petty ou le major Graunt, un siècle plus tôt (Saulnier, 2012). Il faut quantifier la population pour anticiper ses besoins en termes de nourriture, de surfaces agricoles, etc. La prévision s'appuie sur des données chiffrées. Par la suite, le chiffre sous la forme de la statistique publique, d'indicateur, de baromètre, de sondage, de referendum, contribue à la décision publique. Les états se dotent de compétences et d'institutions en charge de constituer de la donnée chiffrée. Les connaissances médiatées par le chiffre

renvoient à « *un double souci de mesurer la richesse de la nation, [...] et d'accroitre en le perfectionnant, le gouvernement des hommes* » (Reynié, 1989 : 160). L'expertise de l'Etat puis des territoires locaux s'exprime, ici, par leur capacité à mettre en chiffre le monde réel et tendre vers une objectivation des phénomènes sociaux. Ce savoir sur le monde participe de son autorité. Le chiffre est à la fois un outil de preuve et de gouvernement.

1.2 Dialectique du chiffre et quantophrénie

Le constat de la quantophrénie contemporaine est souvent justifié par l'organisation capitaliste de nos sociétés. Il serait porteur de valeurs néolibérales et l'icône qu'une société où tout se quantifie, se mesure, se compare, se classe, s'évalue. Il participerait d'une économie du jugement. Mais cette analyse nous parait limitée. Alain Desrosières, sociologue de la quantification et statisticien, avance que la quantophrénie a toujours existée. La valeur et l'usage du chiffre relève de bien d'autres registres que celui de l'expression d'une organisation politique singulière.

Anne-Claire Jucobin (2009 :53-62) analyse le chiffre dans une dialectique. Par sa dimension mathématique, les chiffres objectivent le monde réel, ils expriment le vrai, l'incontestable, l'exactitude. Outil de preuve dans l'argumentaire, ils produisent de l'indiscutable. Le registre est de l'ordre de la vérité. Le débat devient impossible. L'interprétation du chiffre dans ce cadre évacue les dynamiques de leur énonciation. Pourtant, pour analyser les chiffres, selon Olivier Ogien (2010 : 19-40), il convient de comprendre :

- la construction sociale du chiffre : fabrication, énonciation, interprétation ;
- l'usage social du chiffre : argumentation, révélation des intérêts de ceux qui s'en servent, finalités de son usage, etc. ;
- la validité scientifique du chiffre : réalité des faits qu'une information quantifiée établit ;
- la valeur sociale du chiffre : adhésion, critique, croyance ou indifférence vis-à-vis des chiffres mobilisés.

Deuxièmement, les chiffres dévoilent des arrières mondes. Depuis toujours, ils supportent des interprétations ésotériques, sacrés et magiques. Ils révèlent. Le registre est de l'ordre de la croyance. Dans son ouvrage de référence sur l'histoire de la numération, Georges Ifrah rapporte qu'un théologien catholique, P. Bungus a voulu démontré dans son livre de numérologie que le nom de Martin Luther avait pour valeur 666, nombre de l'antéchrist :

> Les chiffres loin d'être ces symboles secs et arides que bien des gens dénoncent comme étant les armes et les vecteurs de notre société technicienne, ont été de tous temps aussi supports de rêve du fantasme, de la spéculation métaphysique, matériaux de la littérature, sondes de l'avenir incertain ou du moins désir de prédire. [Ifrah, 1981 : 7-8.]

Entre ces deux registres, le chiffre exprime un certain état du monde entre *dictum* et *modus*.

Le chiffre est aussi un passeur d'un monde invisible vers le visible, de l'indicible vers le dicible, reprenant, en cela, les analyses de Pierre Bourdieu (1982 : 27) sur la rhétorique du dévoilement. Aussi, sa valeur expressive permet de *« rendre compte des dimensions les plus variées d'un événement. Du point de vue rhétorique, l'utilisation systématique du nombre permet de créer un lien de similarité entre les aspects divers du phénomène décrit »* (Durand, 1970 :127).

Par ailleurs, la pertinence universelle du chiffre apparaît adaptée à nos sociétés contemporaines et aux enjeux opérationnels des projets complexes qu'elles suscitent.

1.3 Chiffre comme langage universel

> Il n'y a aujourd'hui qu'un seul et unique système de numération écrite [...] Le fait qu'Européens, Asiatiques, Africains, Américains ou Océaniens, incapables de communiquer entre eux par la parole, se comprennent aisément dès lors qu'ils écrivent les nombres au moyen des chiffres 0, 1, 2, 3, 4... est l'un des traits les plus remarquables de notre système de numération actuel. En un mot, les chiffres constituent aujourd'hui le seul et véritable langage universel. [Ifrah, 1994 : 394.]

Dans sa thèse, Anne-Claire Jucobin avance que le chiffre renvoie aussi à l'utopie d'un langage qui rassemblerait toute l'humanité, comme une réactualisation du récit de Babel : *« le langage mathématique apparaît [...] comme l'élément qui sait faire oublier l'incommunicabilité entre les hommes »* (Jucobin, 2009 : 34).

Le chiffre serait le langage idéal de la mondialisation et des problèmes qu'elle soulève ; commode messager dans le cadre des grands enjeux environnementaux pour analyser, comprendre et agir contre le dérèglement climatique. Facilement manipulable, il réduit la complexité inhérente à une échelle globale. En cela, il répond aussi à l'urgence à agir. Il exprime des objectifs d'atténuation partageables et symbolise un certain état du monde quel que soit le territoire à qui il est adressé. Il construit du commun et du partageable dans des contextes linguistiques, culturels, politiques, économiques et réglementaires très variés. Il consolide la potentialité d'un imaginaire universel. Idéalement, il abolirait les frontières. Il suture, en apparence, les territoires d'action et des manières d'appréhender le monde. Et cela, malgré sa polysémie !

1.4 Chiffre comme outil de communication de masse

Actuellement, la question environnementale requière des approches interdisciplinaires et des réponses à l'échelle internationale tout en s'articulant à des actions concrètes à l'échelon hypra-local.

Face à ses enjeux complexes, le Groupe d'Experts Intergouvernemental sur l'Evolution du Climat (GIEC) est créé en 1988. Il sert d'interface entre les scientifiques et les politiques et il a pour mission de proposer un *« état des connaissances scientifiques, techniques et socio-économiques sur les changements climatiques, leurs causes, leurs répercussions potentielles et les stratégies de parade. »* [1]. En construisant des données,

1. https ://www.ipcc.ch/home_languages_main_french.shtml [consulté 30 mars 2016]

cet organisme intergouvernemental a pour objectif d'aider les élus du monde entier à mettre en place des politiques publiques.

Sans développer les mécanismes complexes de construction du chiffre, les territoires locaux se retrouvent à devoir traduire concrètement des objectifs internationaux : limiter le réchauffement à 2°C pour 2100, diminution de 90 % des émissions de CO2 d'ici 2070 par rapport au niveau de 2010, etc. Cela se traduit par des politiques « 20-20-20 » ou « 3x20 », « politique 2°c », etc. Le chiffre est un messager entre diverses échelles spatiales, temporelles, organisationnelles mais aussi communicationnelles. Construit pas les scientifiques à partir d'observations de terrain, synthétiser dans le cade de scénarios internationaux pour les décideurs, il devient apatride. Puis il va s'exprimer de façon singulière dans les territoires locaux lors d'une relocalisation de l'action dans les politiques locales. Il étalonne l'action locale avec l'objectif « facteur 4 », le dispositif « Agenda 21 territorial», etc. Messager de la menace, il exprime aussi de potentielles réponses. Le chiffre synthétise les enjeux et donne sens à l'action publique.

D'autre part, la science et la politique utilisent ce même outil « *parce que le chiffre, 'language of quantity' est parfaitement adapté à une communication de masse* » (Anne-Claire Jucobin, 2009 : 83). Il médiatise les objectifs opérationnels des projets mis en place par les territoires. Il peut les justifier auprès des citoyens / habitants / consommateurs. Le délicat passage d'un domaine à un autre, d'un champ à un autre, d'une sémiose à une autre, semble s'effacer.

2 Chiffre et ruptures sémiotiques dans le projet énergétique du territoire

D'autre part, l'énergie ne se voit pas. Elle est rendu visible par des infrastructures de production et de distribution (barrage, centrale, câble, machine, etc.) ou par des effets comme le mouvement, la lumière, la chaleur qu'elle produit ou par des représentations comme des graphiques, des schémas, des textes et des traductions numériques qui nous intéressent, ici. Ces représentations sont le socle pour définir des politiques publiques de l'énergie et de les articuler à diverses échelles territoriales et opérationnelles. La compréhension fine des enjeux symboliques trouve ainsi toute son importance d'autant que le coût de ces politiques est important.

Une des traductions territoriales de « l'objectif 2°C » est la rénovation énergétique des logements. La recherche « Réalisation énergétique » [2], qui portait sur ce dernier point a révélé toutes les difficultés de l'usage des données chiffrées dans un projet quand elles circulent d'un domaine d'expertise à un autre : sciences de l'ingénieur, de gestion, de l'information et de la communication, architecture. Le même chiffre n'a pas le même sens selon d'où l'on parle et à qui on s'adresse. On fait projet à partir de mêmes chiffres mais il ne porte pas le même niveau d'information ou d'usage.

2. Le programme pluridisciplinaire *Ignis Mutat Res* (IMR) *Penser l'architecture, la ville et les paysages au prisme de l'énergie* a été lancé en 2011 par le ministère de la Culture et de la Communication (MCC) ministère de l'Écologie, du Développement durable et de l'Énergie (MEDDE), Atelier international du Grand Paris (AiGP). Equipe : « Réalisation énergétique – se rendre compte, découvrir, comprendre, mesurer, faire advenir, fabriquer » coordonnée par François FLEURY (ENSAL)

L'ingénieur en charge de faire parler le « monde réel » va construire des chiffres sur le comportement énergétique du bâtiment à partir d'instruments de mesure avec les imprécisions inhérentes aux observations, les incertitudes probabilistes, les défaillances de connaissances sur le bâtiment, etc. (Cantin, 2013). Ensuite, les chiffres sont mis en représentation : schéma, graphique, courbe, tableau, etc. Paul Bacot rappelle que l'objet observé va supporter des transformations : de l'objet à sa mise en chiffre puis du chiffre à sa représentation iconique.

> Dans une certaine mesure on peut dire que cette [dernière] formalisation constitue un niveau supplémentaire de réduction de la réalité, car ces modélisations ne rendent compte qu'imparfaitement des résultats chiffrés pris en eux-mêmes. [Bacot, Desmarchelier, Rémi-Giraud, 2012.]

Ainsi, les données chiffrées subissent de multiples ruptures sémiotiques alors même qu'elles fondent en partie la décision publique sur l'action territoriale, tout en la légitimant.

Ensuite, cette mise en représentation dans le champ de l'ingénierie va circuler auprès des autres acteurs du projet, être appropriée le plus souvent sans explication quant à leurs constructions et leurs limites interprétatives. D'un point de vue opérationnel, cela peut mener à des incompréhensions. Dans la presse institutionnelle locale étudiée [3], les chiffres construits par les ingénieurs ne sont pas repris : le discours est centré sur le fait que les bâtiments sont énergivores sans plus de précisions.

Classiquement, cette presse présente et valorise le territoire par une rhétorique ordinale (Colomb, 2013). Le territoire est « en tête », « premier » ou « au palmarès » pour le nombre de bâtiments rénovés ou l'utilisation de telle ou telle mesure institutionnelle nationale ou locale. Etre le premier à concrétiser les objectifs internationaux qualifie une opération, un territoire d'innovation et l'action des élus. Cette rhétorique s'inscrit dans un discours classique et rassurant de marketing territorial. Rassurant car face aux discours anxiogènes et catastrophistes sur l'avenir de la planète, cette presse met en scène des solutions et une réactivité valorisante des élus.

Dans les premiers journaux (entre 2002 à 2010), les objectifs généraux ou chiffrés du GIEC sont quasi-absents malgré le fait qu'ils justifient les politiques publiques locales. Le sens de l'action publique est altéré. Que signifie la rénovation de 500 logements si les besoins se mesurent en milliers, voire millions de logements à restaurer ? Hors contexte, ces chiffres ne donnent pas la mesure de l'effort engagé collectivement. La mobilisation du chiffre-objectif ou chiffre-slogan sur la limitation à 2°C le réchauffement ou les 20 % de réduction de CO^2, vont être progressivement intégrer dans les articles. Les discours corrèlent peu à peu, enjeux portés par les scientifiques du GIEC et actions de terrain ; suturant, en cela, les territoires d'action :

> En 2007, lorsque le Grand Lyon adopte son plan Climat, il sait ce qu'il veut obtenir. Mais pas vraiment comment y parvenir. Réduire de 20 %

3. Journal de Rhône-Alpes sur les 165 articles traitant de l'environnement (période : du n°1 en 2006 à fin 2013) : 64 articles traitent spécifiquement et l'énergie et de l'habitat. GrandLyon Magazine sur 183 articles traitant de l'environnement (période : du n°1 en 2002 à fin 2013) : 54 articles traitent spécifiquement et l'énergie et de l'habitat.

> les rejets de CO2 et les consommations énergétiques, tout en garantissant d'utiliser 20 % d'énergies renouvelables d'ici à 2020 [...] l'ambition est conforme aux accords du protocole de Kyoto. [*Journal Grand-Lyon*, n° 35, 2011 p. 2.]

Les opérations de rénovation énergétique mobilisent aussi une rhétorique cardinale exprimée en valeur absolue qui est donc peu signifiante car non contextualisée : *« 200 logements sont rénovés »*. Mais par rapport à quel besoin local ou national ? Cela n'est jamais précisé. L'évaluation de la collectivité territoriale et de l'effort collectif n'est pas mesurable. La confrontation des mises en rénovation par rapport aux besoins donne tout le sens à l'action publique. Hors contexte, il y a carence de l'information apportée aux citoyens qui évacue un potentiel jugement sur les politiques menées.

Le coût global de ces opérations n'est jamais médiatisé. Il est fait mention uniquement des économies pour les habitants sous forme de pourcentage – « 10 % d'économie/an » – ou montant financier – « *90 euros par an* ». C'est une réponse directe aux craintes, pour les locataires de subir une augmentation du loyer et de charges. C'est un gain et non une perte. Il n'est jamais rapporté l'idée que face à la rareté des ressources énergétiques et à son renchérissement, il faut limiter les consommations. L'argumentaire se réduit à une question individuelle de budget et non à un enjeu plus global de surexploitation des ressources. Cette communication institutionnelle assigne le lecteur avant tout à un statut de consommateur.

La rhétorique de la responsabilité s'appuie sur le chiffre-seuil de 19°C, comme température supposée idéale du logement. Elle insiste sur la responsabilité individuelle des habitants et oublie celles des institutions et des entreprises (Colomb, 2013) ! Elle se justifie par le récit pédagogique du « colibri » ou par l'adage « chacun est une part de la solution ». L'éco-citoyenneté se mesure au prorata de sa capacité à se tenir en deçà du chiffre-seuil. Il faut noter que la fabrication de ce chiffre n'est jamais précisée et justifiée.

La responsabilité s'inscrit aussi dans la capacité de rendre intelligible les comportements individuels en termes d'empreinte écologique à l'échelle planétaire. Cette articulation des échelles est particulièrement ardue. Cependant une réponse est largement partagée et vulgarisée. La « terre » devient une unité de mesure comme en mathématique avec la base 10 : par exemple, si tous les hommes consommaient comme un rhônalpin, il faudrait « 3 terres ». Cette mesure a ceci de commode qu'elle permet des comparaisons entre territoires (villes, pays, continents) et individus. Elle évacue la manipulation de données extraordinairement complexes. Mais que faire de la comparaison entre un américain qui a besoin de « 5 à 6 terres » et d'un rhônalpin alors même que dès que l'on dépasse « 1 terre », l'avenir de l'humanité est engagé !

Ainsi à partir de ces quelques exemples, on constate que les chiffres scientifiquement construits par le GIEC, subissent de multiples formulations, déclinaisons et interprétations. Les réponses pensées à l'échelle de la planète doivent traverser des organisations communicationnelles, sociales, culturelles, économiques et juridiques différentes. Le chiffre apatride et simplifié, défini par des instances internationales suture en apparence et ponctuellement les territoires et les temporalités. La forme d'agir sur le

territoire est impactée. Le talent du chiffre est de rendre compréhensible des objectifs internationaux à des échelles territoriales difficilement conceptualisables. Le chiffre symbolise une nouvelle forme d'agir territorial. Le chiffre organise le sens : il classe, hiérarchise, ordonne, en somme clarifie un sujet complexe. Jean Viard (2016 : 338) rappelle que « *l'Humanité s'est réunifiée sur une petite Terre* ». Si la question environnementale nous assigne à ne plus penser en garde barrière, le chiffre nous rappelle que sa signification est située.

Bibliographie

BACOT, Paul, DESMARCHELIER, Dominique, REMI-GIRAUD, Sylviane (2012), « Le langage des chiffres en politique », *Mots. Les langages du politique*, n° 100.

BADIOU, Alain (1990), *Le Nombre et les nombres*, Paris, Seuil.

BOURDIEU, Pierre (1982), *Ce que parler veut dire*, Paris, Fayard.

CANTIN, Richard, COLOMB, Valérie, JALENQUES-VIGOUROUX, Béatrice (2013), « Approche interdisciplinaire de la requalification énergétique du logement social. La place des chiffres dans une étude mêlant sciences de l'ingénieur et sciences de l'information et de la communication », in *Quelle articulation des problématiques sociales et environnementales au sein des organisations ?* 8e congrès du RIODD, Lille http ://rse.univ-lille1.fr/RIODD/coms/ArticleCANTIN-COLOMB-JALENQUES-RIODD2013.pdf.

CRUMP, Thomas (1995), *Anthropologie des nombres, savoir-compter, cultures et sociétés*, Paris, Seuil.

DURAND, Jacques (1970), « Rhétorique du nombre », *Communications,* n° 16, p. 125-132.

IFRAH, Georges (1981), *Histoire universelle des chiffres – Lorsque les nombres racontent les hommes*, Paris, Seghers.

IFRAH, Georges (1994), *Histoire universelle des chiffres* (tome 1), Paris, Bouquins.

JUCOBIN, Anne-Claire (2009), *Communication et statistiques publiques. Représentations dominantes*, CELSA, Université Paris 4 Sorbonne, thèse de doctorat en Sciences de l'Information et de la Communication, F.Boursin (dir.).

OGIEN, Olivier (2010), « La valeur sociale du chiffre. La quantification de l'action publique entre performance et démocratie », *Revue française de socio-économie*, n° 5 p. 19-40.

REYNIE, Dominique (1989), « Le nombre dans la politique moderne », *Hermès, La Revue* n° 4, p. 159-164.

SAULNIER, Sophie (2012), « "Arithmétique politique" et bataille de(s) chiffres », *Mots. Les langages du politique* n° 100.

Supplément à la Lettre d'information de Pénombre. 3e série. Volume IX. Automne 2013, numéro 12, entretien avec Alain Desrosières, http ://www.penombre.org/IMG/File/Lettre_grise_12.pdf.

VIARD, Jean (2016), « Accepter l'hybridation », in Gwiazdzinsky Luc (dir.), *L'hybridation des mondes*, Paris, Elya Éditions.